

● Le président de la généralité de Catalogne, Artur Mas, renonce à tenir un référendum sur l'indépendance.

● Il sera remplacé par une "consultation populaire".

● M. Mas veut ensuite organiser des élections "référendaires", avec une liste unique rassemblant les partis indépendantistes.

La Catalogne recule sur le référendum. Pour mieux sauter...

Le choix d'Artur Mas divise le camp pro-référendum

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Nous poursuivons le chemin vers notre consultation, mais il est vrai, moins unis qu'avant." Mardi matin, au lendemain de l'annonce de l'annulation du référendum sur l'indépendance, le président de la généralité (gouvernement) de Catalogne, Artur Mas, a reconnu face à la presse que la stratégie consensuelle entre indépendantistes, souverainistes et simples partisans du référendum est à bout de souffle. D'ailleurs, le président s'est cette fois présenté seul devant les journalistes. De l'aveu même de M. Mas, le consensus pour emprunter la voie référendaire est "fissuré".

Malgré cela, et compte tenu du blocage préventif du référendum par le tribunal constitutionnel, Artur Mas compte organiser une "consultation participative", à la même date, le 9 novembre prochain. Elle n'aura pas une valeur légale de référendum, afin d'éviter (ou du moins de tenter d'éviter) une nouvelle interdiction de la Cour constitutionnelle. Les deux questions posées aux Catalans seront, en principe, celles prévues pour le référendum: "Voulez-vous que la (région autonome de) Catalogne devienne un Etat? Et, si oui, voulez-vous que cet Etat soit indépendant?"

Artur Mas prévoit l'ouverture de milliers de locaux pour aller voter, tous propriété du gouvernement catalan (et pas de l'Etat espagnol). Ces bureaux de vote, seront tenus par environ 20 000 bénévo-

les. Face au manque des vraies listes électorales, les citoyens pourront se rendre dans ces lieux de vote avec leur carte d'identité. Des listes de votants seraient alors établies.

Vers des élections "référendaires"

Le président catalan promet ensuite d'organiser des élections "référendaires". Pour l'occasion, il propose de constituer une seule liste indépendantiste, rassemblant ses troupes nationalistes (libéraux et conservateurs) de *Convergencia i Unio* et celles d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC, gauche indépendantiste). En revanche, pour ERC, l'idée d'une candidature unie avec *CIU* n'est possible que si l'indépendance est déclarée immédiatement et unilatéralement après une éventuelle victoire conjointe aux élections. Artur Mas ne donne pas plus de détails, mais il suggère que cette majorité indépendantiste renouvelée serait en mesure de d'aller vers un référendum de plein droit et "définitif".

Parmi les autres forces qui ont soutenu les démarches de Mas jusqu'à présent, il y en a au moins une (*ICV*, les éco-socialistes catalans) qui a décidé de faire un pas de côté. Pour Joan Herrera (*ICV*), la consultation n'est qu'un "succédané" de référendum qui "n'est destiné qu'à sauver" le président Mas. "Le 9 novembre devient le premier acte de sa précampagne électorale. Il s'est mis d'accord avec lui-même", a martelé M. Herrera. Les partis

Citoyens de Catalogne (centre anti-indépendance) et le Parti populaire (droite, au pouvoir à Madrid) évoquent pour leur part un "référendum épouvantail" et "ridicule". Les socialistes catalans ont,

eux, signalé qu'ils "ne participeront pas à une consultation sans les garanties démocratiques essentielles".

Madrid menace d'encore saisir la justice

En fait, en Catalogne, plusieurs soi-disant référendums d'indépendance ont eu lieu dans le passé. En 2011, 166 villes votaient à 90% pour l'indépendance; mais seuls un tiers des votants potentiels s'étaient donné la peine d'aller déposer un bulletin non officiel lors de ces consultations organisées par les institutions pro-indépendance. Jesús Posada, président de la Chambre des députés d'Espagne, a qualifié la consultation voulue par M. Mas de simple "enquête". En résumé, le président catalan se retrouve face à une somme de problèmes logistiques et politiques. Un des sept membres de la commission électorale, désignés par les autorités catalanes, a déjà démissionné il y a plus d'une semaine pour protester contre le manque de "règles claires et transparentes".

Au nom du gouvernement central, Soraya Sáenz de Santamaría, vice-présidente du Premier ministre Mariano Rajoy, a souligné que si les mêmes questions sont posées le 9 novembre, Madrid fera appel de nouveau appel au tribunal constitutionnel. Même si la consultation n'a aucun caractère officiel, ni légal.

"Le fait que le référendum n'ait pas lieu est une excellente nouvelle."

MARIANO RAJOY
Premier ministre espagnol.

Repères

La Constitution de 1978 consacre l'unité indissoluble de la Nation espagnole, mais reconnaît à la Catalogne le statut de "communauté historique". Son statut d'autonomie est adopté en 1979.

Le 28 juin 2010, le tribunal constitutionnel annule 14 articles du nouveau statut d'autonomie (approuvé par les Parlements catalan et espagnol, et par référendum en Catalogne). En septembre 2012, le Premier ministre Rajoy rejette la proposition de pacte fiscal du

président catalan Artur Mas.

Novembre 2012: après les élections régionales, le parti CiU d'Artur Mas noue un accord avec ERC pour organiser un référendum d'autodétermination en 2014. Chaque année, le jour de la Diada, des manifestations pro-indépendance rallient environ un million de personnes.

Le 27 septembre 2014, M. Mas signe le décret convoquant le référendum. Saisi par Madrid, le tribunal constitutionnel suspend la consultation, le 29. Le 14 octobre, Artur Mas renonce au référendum.

"Le processus est irréversible"

Entretien **Olivier le Bussy**

Eurodéputé du groupe des Verts/Alliance libre européenne, Josep-Maria Terricabras est également membre du parti Esquerra Republicana de Catalunya (ERC). En marge d'un événement organisé au Parlement européen par des élus catalans des Verts/ALE et de l'Alliance des libéraux et démocrates européens, il assure que les Catalans ne renonceront pas à l'indépendance.

Le référendum catalan a été convoqué contre l'avis de Madrid et l'on pouvait s'attendre à ce que le tribunal constitutionnel suspende sa tenue. Bref, n'était-il pas prévisible que ce référendum n'aurait pas lieu ?

A un moment donné, il fallait marquer une coupure, pour montrer que nous voulons devenir un nouvel Etat, contre l'opinion de l'Etat espagnol. La convocation du référendum répondait à cet objectif. Personnellement, je pense que nous aurions dû suivre ce qu'avait décidé le Parlement catalan, même si le gouvernement espagnol veut nous l'interdire. Je ne vois pas ce que Madrid aurait pu faire, si nous avions tenu cette ligne. Mais peut-être que le gouvernement catalan a eu peur de franchir ce pas.

Vous pensez que (le président catalan) Artur

Mas n'a jamais vraiment cru qu'il pourrait effectivement tenir ce référendum ?

Artur Mas est un honnête homme. Mais il n'est pas à l'origine du processus. Il n'a même pas sauté dans la piscine, on l'y a poussé. Mais il a vu et accepté que c'était important. On sent cependant qu'il est en difficulté dans son parti Convergencia i Unió (CiU, une fédération de parti catalans de centre droit, Ndlr), où l'Union démocratique est peut-être moins enthousiaste...

Quelle est à présent la marge de manœuvre du mouvement indépendantiste catalan ?

Mas pense que la seule façon de franchir le pas est de convoquer des élections régionales en Catalogne, dès que possible. De préférence avec une liste unique qui rassemblerait CiU et ERC, dont l'objectif sera de préparer l'indépendance de la Catalogne. C'est l'alliance qu'il veut nouer. Mais ERC ne pourra l'accepter que si la route est claire et précise.

Les choses auraient-elles été différentes si le gouvernement espagnol avait été dirigé par les socialistes plutôt que par le Parti populaire ?

Ça n'aurait rien changé avec le PSOE. Ils sont plus aimables que le PP, mais tout aussi opposés à l'indépendance de la Catalogne.

Par le passé, des membres de la Commission sortante ont mis la Catalogne en garde, affirmant qu'en quittant l'Espagne, elle sortirait de l'Union européenne...

La Commission n'a rien à dire, à la différence des Etats membres. Et de toute façon, quand ça se décidera, Almunia et Barroso ne seront plus là. L'important est que les Catalans puissent décider eux-mêmes de ce qu'ils veulent. Et l'Union européenne devra respecter la décision des Catalans. Comme elle l'a

"Sur les plans psychologique et émotionnel, nous sommes déjà indépendants."

JOSEP-MARIA TERRICABRAS
Eurodéputé membre d'ERC.

fait lors de la séparation de la Tchécoslovaquie (qui n'était pas membre de l'UE à l'époque, Ndlr) et de la réunification de l'Allemagne. L'Union européenne est très pragmatique.

Selon vous, le processus menant à l'indépendance de la Catalogne est irréversible ?

Oui, parce qu'il est mûr. L'indépendance politique ne peut arriver que lorsqu'existe déjà une indépendance psychologique, émotionnelle. Nous y sommes déjà.